

FORUM COLLECTIF ESPRIT CIVIQUE (1)

Pour un « Civic Act »

Par avis de tempête, le plus précieux, c'est la boussole. Notre pays souffre bien plus d'un déficit éthique, d'un déficit de confiance, que d'un déficit budgétaire. Lorsque la question du sens de notre humanité comme de nos vies est désertée par la République, elle est occupée par un libéralisme sans foi ni loi et un fondamentalisme qui participent d'une même dérive mortifère.

Les Français, fatigués, ne semblent pas tant désirer une politique plus à gauche ou plus à droite, mais une politique « plus haut » : une éthique, un dessein universel, des signes concrets...

Et il y a eu cette tragédie. Beaucoup a été dit, et avec force : l'horreur des cibles, l'hommage aux victimes, la hauteur des réponses de l'État, la gratitude aux forces de l'ordre, la dignité du monde politique, médiatique et enfin ces millions de citoyens qui se lèvent dans l'esprit de communion nationale du 14 juillet 1790, celui de la fête de la Fédération.

Ce dimanche 11 janvier est le premier jour de la seconde partie de ce mandat. Il peut surtout devenir le premier jour d'un nouveau temps politique.

Nul doute que des leçons seront tirées dans deux domaines cruciaux où l'angélisme n'est pas de mise : la sécurité intérieure et le travail de vérité que les religions doivent entreprendre ou poursuivre dans leur rapport à la modernité et à la laïcité.

Mais ce que nous avons pu mesurer ce jour-là n'est pas seulement l'affirmation de la République comme réponse à la barbarie. Qu'allons-nous faire de cet élan ?

Une société plus juste

La République doit s'incarner dans des contenus solides. Nous avons redécouvert le prix de la liberté, goûté celui de la fraternité. Cela n'enlève rien à la valeur de

l'égalité. Ses « absences » restent le facteur de fragilité le plus important de notre société. L'indécence des nouvelles aristocraties et la désinvolture de quelques responsables publics désespèrent la France des invisibles. Comment se résigner à laisser à un parti de « faussaires » le soin de combler le déficit d'espérance qui s'est creusé au sein de notre pays ? Impossible de nous habituer aux inégalités sociales et territoriales.

L'effort à produire, collectivement, pour traverser les mutations de notre temps comme pour résister aux dérives extrémistes, exige une société plus solide, plus juste. L'heure est venue de penser au bénéfice commun d'un écart maximal de revenus. Le « facteur 12 », pensé par Cécile Renouard et Gaël Giraud, serait l'affirmation concrète d'une hiérarchie des valeurs où l'appât du gain ne serait plus le standard culturel. À l'échelle du monde, la crise financière a permis d'amorcer timidement une lutte contre les paradis fiscaux. Le combat contre les esclavages modernes est devant nous. Humaniser l'économie-monde, protéger les biens communs, le droit du vivant : la France doit être pionnière des combats humanistes du XXI^e siècle. À côté de l'engagement de nos forces armées dans les combats pour la paix, l'aide au développement peut devenir le levier de coopérations inédites autour de la Méditerranée, pour rompre avec la logique de Lampedusa.

Donner du sens

Soyons des passeurs de mémoire. C'est une démission collective que de laisser une partie de notre jeunesse orpheline de sens et abandonnée aux illusions du consumérisme comme à l'enfer des intégrismes. Les questions de l'éducation, de l'enseignement du fait religieux dans sa diversité,

telles que les avait abordées Régis Debray en 2002, comme l'appropriation des symboles de la Nation sont des enjeux de modernité. Parents, enseignants, élus, associations et monde combattant... nous devons inventer de nouvelles médiations. Transmettre une histoire qui nous relie et nous invite au dépassement. Nous devons être des passeurs d'espérance.

Nous sommes tous une partie de la solution

La *Res Publica*, c'est aussi la reconquête d'espaces publics et de temps communs. À côté de la sphère de l'intime et de celle de l'économie, la cité doit être ré-investie comme un troisième lieu, celui du civisme. Notre République sociale est menacée par deux impasses : la remise en cause systématique des principes du Conseil national de la Résistance comme la conservation à la

lettre de ses instruments. Elle doit être refondée dans le même esprit et pour le temps présent. Un contrat social renouvelé, basé sur la responsabilité citoyenne. Responsabilité devant une Loi qui pose des limites au nom du bien commun, responsabilité devant un impôt qui doit être inclusif, responsabilité dans l'effort partagé pour « prendre soin » les uns des autres. L'abolition des privilèges de toutes natures et la lutte contre la misère vont de pair avec une exigence de responsabilité civique dont personne ne peut s'affranchir, ni en droits, ni en devoirs.

Le temps est venu d'un « Civic Act » comme réponse originale à une terreur

qui, dans la durée, saisirait une société indolente, désertée par l'esprit républicain. Il devient urgent de s'affranchir des mondanités où l'esprit de cour n'a d'égal que celui de clan. Notre vie politique est au défi de plus de profondeur et d'ancrage populaire. Nous réunir quand l'essentiel est en jeu est, en ce sens, un logiciel d'avenir.

À l'image des surgeons qui symbolisent le mieux la promesse à venir : une même sève pour de nouveaux fruits, notre pays recèle un potentiel d'initiatives et de générosité hors du commun, dans les territoires, les entreprises, les associations. En écho à cet esprit de résistance et d'innovation, il appartient aux responsables

Les Français, fatigués, ne semblent pas tant désirer une politique plus à gauche ou plus à droite, mais une politique « plus haut ».

de l'État de créer les cadres favorables à l'émergence d'une nouvelle citoyenneté. Dès aujourd'hui, des signes doivent être donnés, en faveur d'une grande cause intergénérationnelle

qui mobilise la société civile, en renouvelant l'éducation populaire, en faisant de l'égalité la mesure des politiques publiques à venir, en portant un combat pour de nouveaux droits humains dans la mondialisation, en instaurant un service civique universel comme berceau de notre démocratie.

(1) Premiers signataires : Dominique Potier, Monique Rabin, Bruno Nestor Azerot, Serge Bardy, Yves Daniel, Michèle Delaunay, Laurence Dumont, Françoise Dumas, députés de la majorité. Guy Aurenche, Guy Coq, François Comets, Antoine Dulin, Flora Gruau, Jean-Philippe Mallé, François Soulage, Jo Spiegel.